



Lundi 24 janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Visite du Président Tebboune en Egypte : renforcement des relations et du partenariat](#)

La visite de travail et de fraternité qu'effectuera à partir de lundi en Egypte le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, permettra de renforcer les relations historiques et politiques entre les deux pays, de promouvoir la coopération bilatérale et de poursuivre la coordination et la concertation sur les principales questions arabes et régionales d'intérêt commun.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Lait subventionné : l'augmentation du prix n'est pas à l'ordre du jour](#)

Le prix du lait subventionné ne sera pas revu à la hausse, a affirmé dimanche à Alger le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni.

"Je vous l'annonce de manière formelle, il n'y aura pas d'augmentation du prix du lait en sachet subventionné. Il demeurera à 25 dinars", a indiqué M. Henni qui s'exprimait sur les ondes de la chaîne III de la Radio algérienne.

BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

La CTRF en quête d'efficacité

La CTRF est comme une cellule dormante dont on entend rarement parler, d'autant qu'elle n'a plus publié de rapport annuel depuis 2017.

Le décret 22-36 du 4 janvier 2022 va-t-il servir à dynamiser la cellule, ou du moins lui offrir une mise à jour par rapport aux recommandations 2021 du Groupe d'action financière (GAFI), dont elle fait partie ?

NOUVEAU RÉGIME FISCAL

Les notaires rejoignent la contestation

La Chambre nationale des notaires dénonce le nouveau régime fiscal, introduit dans la Loi de finances (LF-2022), qui cause «des préjudices» à la profession. A l'instar des avocats, toujours en grève et dont les représentants seront reçus aujourd'hui au ministère des Finances, les notaires menacent de recourir à des actions de protestation qui devront être annoncées lors d'une conférence de presse, prévue aujourd'hui au siège de l'organisation à Ben Aknoun (Alger).

ENQUÊTES PARLEMENTAIRES SUR LES PÉNURIES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Plusieurs ministres seront auditionnés dans les prochains jours

Les commissions d'enquête parlementaires créées par le Conseil de la Nation et l'Assemblée populaire nationale (APN) ont achevé la première phase de leur travail d'investigation. Des rapports préliminaires sont en phase d'élaboration. Ils seront transmis aux présidents des deux Chambres qui les remettront à leur tour au gouvernement. «Nous avons récolté toutes les données. Nous avons écouté toutes les parties – opérateurs, acteurs civils et les intervenants dans les secteurs public et privé. Chacun y va de son propre argument.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE RASSURE

Pas d'augmentation du prix du lait subventionné

Des assurances qui concernent particulièrement le lait subventionné (pasteurisé en sachet), un produit qui connaît également des perturbations avec les chaînes interminables observées quotidiennement devant les points de vente. Au moment où le marché du lait connaît une forte tension après la pénurie de ces derniers jours du lait en boîte survenue des suites du retard accusé dans l'octroi des Dérogations sanitaires d'importation (DSI), le ministre de l'Agriculture tient à rassurer. Des assurances qui concernent particulièrement le lait subventionné (pasteurisé en sachet), un produit qui connaît également des perturbations avec les chaînes interminables observées quotidiennement devant les points de vente. C'est sur les prix que le ministre Abdelhadif Henni a rassuré hier en écartant toute hausse.

«Je vous l'annonce de manière formelle, il n'y aura pas d'augmentation du prix du lait en sachet subventionné. Il demeurera à 25 DA», a-t-il dit sur les ondes de la chaîne III de la radio nationale.



SELON LES DONNÉES DE L'ONS, LA TENDANCE DURE DEPUIS 2014

Les mariages en chute libre Apparue en 2014, la tendance baissière du nombre de mariages en Algérie s'est accélérée en 2020. C'est ce qu'a constaté une étude de l'Office national des statistiques (ONS) qui indique que 283 000 unions ont été enregistrées en 2020 contre 315 000 l'année précédente, soit une baisse de plus de 10%. Le taux brut de nuptialité a chuté de 7,26 pour mille à 6,41 pour mille. «L'évolution de la population âgée de 20 à 34 ans, population où se contractent 80% des mariages, fait ressortir une régression du volume de celle-ci d'une allure assez visible à partir de 2015, laquelle population est passée de 10,997 millions à 10,427 millions entre 2015 et 2020», analyse l'organisme des statistiques.



L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE FACE AUX CHOCS EXOGÈNES

Les voies de la résilience. Pour optimiser la résilience de l'économie algérienne, il faudrait réussir la diversification des sources de croissance économique, potentiellement assez nombreuses, estiment deux économistes.

L'économie algérienne dispose-t-elle des capacités de résilience permettant l'absorption des "chocs" externes (baisse prolongée des prix des hydrocarbures sur le marché international et impacts du coronavirus) ? Dans une communication publiée dans les Cahiers du Cread, Kouider Boutaleb, de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de Tlemcen, et Oussama Boutaleb de Simon Kuznets Kharkiv National University of Economics (Ukraine), font remarquer que "comme toutes les économies rentières l'économie algérienne est dépendante quasi exclusivement d'une seule ressource, à savoir les recettes des exportations des hydrocarbures".



KOUIDER BOUTALEB, ÉCONOMISTE

“Un grand ministère de la Planification s'impose”

Liberté : L'économie algérienne dispose-t-elle des capacités de résilience permettant l'absorption des "chocs" externes ?

Kouider Boutaleb : Potentiellement, la réponse est positive. Notre pays regorge de ressources matérielles (infrastructures routières, ports, aéroports...), humaines (des universitaires de toutes spécialités parmi eux des docteurs en chômage) et même financières (nous disposons encore de 40 milliards de dollars et nous ne sommes pas endettés). Tout ce qu'il faut pour construire une économie efficiente, diversifiée, capable d'absorber les chocs extérieurs. Dans les faits, nous demeurons dépendants, à ce jour, des revenus des hydrocarbures, faute d'engagement dans un cercle vertueux de croissance et de progrès, se contentant de discours sur les réformes et le changement perpétuel des hommes chargés de piloter avec efficacité et efficience nos institutions. Quelles sont les réformes nécessaires pour renforcer la résilience de l'économie algérienne ?



L'ÉDITO

L'économie algérienne, non encore remise de la chute historique des cours du pétrole entamée en 2014, est aujourd'hui prise dans l'engrenage de la crise sanitaire mondiale. L'impact est double sur une économie otage des vieux schémas et qui peine à s'en soustraire, nonobstant toutes les bonnes volontés engagées dans le sens de la réforme. C'est que l'héritage de l'économie mono-dépendante est trop lourd à assainir et les vieux réflexes qui le sous-tendent sont prédominants dans les institutions. Est-ce à dire que la bataille est perdue d'avance et que c'est une mission impossible que de renverser la vapeur ? Que nenni.



CONSÉQUENCE DE LA GRÈVE DES AVOCATS

Des reports de procès en cascade Outre le report des procès, les affaires des citoyens sont également impactées par le mouvement de grève. Les dossiers s'accumulent dans les tribunaux et les cours. Pour la deuxième semaine consécutive, les avocats poursuivent leur grève, déclenchée en signe de protestation contre la loi de finances 2022. Cette action met les tribunaux à rude épreuve, puisque procès et audiences sont reportés. Une rencontre prévue aujourd'hui au ministère des Finances permettra très probablement de dénouer la crise. Cela faisait des semaines que les avocats tiraient la sonnette d'alarme sur les risques que faisait courir l'adoption de l'article de la loi de finances 2022 qui devait porter, à terme, le seuil de taxation des professionnels libéraux à plus de 53%.



POUR CAUSE DE FLAMBÉE DE LA COVID-19

L'Organisation des retraités reporte son Conseil national

Dans son premier communiqué pour 2022 signé par son secrétaire général, Ahmed Badaoui, le bureau national de l'Organisation syndicale des retraités algériens (Osra) annonce le report du Conseil national en raison de la situation sanitaire du pays et de la flambée des contaminations à la Covid-19. Initialement prévue pour la fin du mois de janvier, la réunion devait notamment examiner les actions à entreprendre pour répondre au "mépris" des pouvoirs publics à l'endroit de l'Osra, particulièrement de la part du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.



RÉGIME FISCAL IMPOSÉ PAR LA LOI DE FINANCES 2022

Les notaires emboîtent le pas aux avocats

Alors que le conseil de l'Union nationale des ordres des avocats (Unoa) n'a pas encore tranché sur la poursuite de son action de boycott des activités judiciaires, la Chambre nationale des notaires (CNN) monte, à son tour, au créneau pour dénoncer le régime fiscal imposé à leur corporation depuis l'entrée en vigueur de la loi de finances 2022.

“Malgré les propositions que nous avons soumises aux autorités compétentes avant la publication de la loi de finances 2022, notamment lors du débat à l’APN, la direction générale des impôts se comporte de manière autoritaire”, a indiqué la CNN, qui organise, aujourd’hui, une conférence de presse pour annoncer les actions à entreprendre pour défendre les intérêts de la corporation.



MARCHÉ DES CHANGES

Le dinar poursuit sa baisse face au dollar

Le dollar américain enchaîne une nouvelle séance de hausse, cette semaine, face à la monnaie nationale, s'échangeant contre 145,94 DA sur le marché officiel des changes, alors que l'euro valait 165,67 DA.

Ce recul du dinar face au billet vert au change manuel au niveau des guichets des banques survient alors que les vols à destination des pays de la zone dollar sont annoncés complets, accréditant l'idée d'une reprise vigoureuse des voyages en dépit de la propagation inquiétante du variant Omicron. Ce mouvement haussier de la valeur du dollar face à la monnaie nationale a été observé également sur le marché parallèle des changes ; le billet vert atteignant, hier, 195 DA au square Port-Saïd, un niveau jusqu'ici inégalé, alors que l'euro – qui était jusque-là sur une lancée stable – file droit vers les 220 DA, atteignant, hier, 217 dinars/1 euro.



L'ambassadeur du Sénégal en Algérie Serigne Dieye: Les sociétés algériennes ont des opportunités prometteuses dans le marché africain et du Sénégal

Les sociétés algériennes ont des "opportunités prometteuses" dans le marché africain notamment le Sénégal, a indiqué dimanche à Mostaganem l'ambassadeur du Sénégal en Algérie Serigne Dieye.



L'Algérie compte réduire ses importations céréalières de 25% en 2021/2022

La production nationale de céréales qui sera collectée en 2021/2022 devrait se situer entre 27 et 30 millions de quintaux, ce qui permettra à l'Algérie de réduire ses importations céréalières de 25%, a indiqué dimanche à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni.



Enjeu

La hausse des prix des produits de large consommation, des fruits et légumes, ces derniers temps, aura été un indicateur sur la nécessité pour les services de l'Etat de réagir comme régulateurs afin de stopper une dégradation du pouvoir d'achat de franges importantes de la population dans le sens des attentes de tous. Conjoncture oblige, ce pouvoir d'achat est envahissant dans la hiérarchie des préoccupations. C'est un sujet de discussion et de débats intenses, voire une question politique et économique à laquelle des réponses efficaces doivent être trouvées.



LES EXPERTS ET LA HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE

Un répit pour l'Algérie

SELON LES EXPERTS, l'Algérie devrait exploiter de façon intelligente le rebondissement des prix du pétrole afin d'aller vers une économie du savoir et transformer les opportunités d'investissement en richesse et valeur ajoutée.



JUSTICE

Les avocats maintiennent le boycott des audiences

EN GRÈVE ILLIMITÉE DEPUIS PLUS D'UNE SEMAINE, les avocats refusent le nouveau régime fiscal contenu dans la nouvelle loi de finances 2022 qui les contraint à se soumettre à un nouveau barème de la TVA, entre 20% et 35% du chiffre d'affaires, applicable graduellement à partir de cette année. Cette mesure fiscale a provoqué la colère des robes noires qui refusent d'être taxés comme les commerçants.

[Covid-19: L'Allemagne accorde 10 millions d'euros à la Santé et l'Industrie pharmaceutique](#)

Le gouvernement fédéral allemand a octroyé un montant de 10 millions d'euros au gouvernement algérien, au titre de l'appui au renforcement des capacités du système national de santé publique, dans sa lutte contre la pandémie de Covid-19. Le montant sera concrétisé «à travers la mise en œuvre d'un projet de partenariat entre le ministère de la Santé, le ministère de l'Industrie pharmaceutique, la «KfW», Banque de Développement au nom du gouvernement fédéral allemand, et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Algérie)», annonce un communiqué du PNUD-Algérie.



HENNI : «Le prix du lait en sachet subventionné» Il demeurera à 25 DA

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, est revenu, hier dimanche à Alger, sur la politique de subvention sociale qui devrait connaître à partir de cette année 2022, un passage de la subvention généralisée à celle ciblée. Orientée, a-t'il indiqué, aux ménages nécessiteux à travers un programme de transfert monétaire direct.

«C'est une question de politique publique et l'avenir nous le dira plus (...) Nous parlons d'une subvention ciblée pour les familles dans le besoin», a-t-il dit. Intervenant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, le ministre a assuré que le prix du lait en sachet subventionné ne sera pas revu à la hausse. «Je vous l'annonce de manière formelle, il n'y aura pas d'augmentation du prix du lait en sachet subventionné.



Arrêt du financement des projets d'exploitation des énergies fossiles dès février

Penser une nouvelle stratégie de production, le dilemme de l'Opep+ !

Ces deux dernières semaines, les cours du pétrole ont regagné de la vigueur au fur et à mesure de la hausse de la demande sur le marché et de l'accélération de la reprise économique internationale. Le prix du baril de Brent a atteint un nouveau sommet avanthier, avant de retomber légèrement au cours de la séance d'hier affecté par la légère hausse des stocks de brut américains. Les cours de l'or noir maintiennent toutefois leur trajectoire de hausse, oscillant entre 87 dollars et 88 dollars.



Son exploitation est une valeur ajoutée à l'Economie

Où en est la ruée vers l'or?

L'Algérie qui s'est fixé pour objectif d'atteindre une production de 500 kg d'or/an, en a produit 58 en 2020.

Le secteur minier est qualifié de bras économique du plan de relance initié par le président de la République L'ouverture de cette piste est une de ses directives. Même si elle a fait de l'exploitation du gisement de fer de Ghar Djebilet le fer de lance de cette option, elle a accordé une toute aussi grande importance à d'autres richesses dont l'exploitation aurifère. Il faut rappeler que Chef de l'état avait ordonné le 12 juillet 2020, lors d'une réunion périodique du Conseil des ministres, d'établir la carte géologique de tous les gisements exploitables en terres rares, en tungstène, en phosphate, en baryte et autres matériaux tout en encourageant la confection des textes autorisant l'exploitation des gisements aurifères de Djanet et de Tamanrasset par les jeunes, pour la partie non exploitable industriellement et lancer un partenariat pour les grands gisements.



Exportations hors hydrocarbures

Adrar veut doubler ses «stats» en 2022

Les exportations algériennes s'ouvrent désormais vers d'autres horizons proches. En effet, quelque quatre (4) millions d'Euro et plus d'un (1) million de Dollars US d'exportations hors hydrocarbures ont été réalisés l'an dernier par la wilaya d'Adrar, a rapporté hier la Chambre locale de Commerce et d'Industrie «CCI-Touat».



Enquête parlementaire sur la pénurie des produits essentiels subventionnés

Le rapport déposé incessamment sur le bureau de l'APN

«L'assemblée optera soit pour la tenue d'une séance plénière, soit pour une audition des ministres concernés.»

Le rapport de l'enquête parlementaire sur la pénurie des produits de base subventionnés, dont l'huile de table, sera déposé sur la table du bureau de l'Assemblée populaire nationale «à la fin de la semaine en cours», a indiqué, hier, Youcef Adjissa, vice-président de l' APN.

Son augmentation n'est pas à l'ordre du jour

Le prix du lait restera à 25 DA

Le ministre de l'Agriculture a annoncé l'importation prochaine de 20.000 vaches laitières/an.

Le prix du lait subventionné ne sera pas revu à la hausse, a affirmé dimanche à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. «Je vous l'annonce de manière formelle, il n'y aura pas d'augmentation du prix du lait en sachet subventionné. Il demeurera à 25 dinars», a martelé Henni qui s'exprimait sur les ondes de la chaîne III de la Radio algérienne. Cette déclaration intervient quelques semaines après l'entrée en vigueur de la loi de Finance pour l'année 2022 qui prévoit la création d'un dispositif national de compensation au profit des ménages qui y sont éligibles.



70 متعاملا يرأسلون رئيس الجمهورية للإفراج عن الرخص

1000 مليار خسائر وكلاء استيراد السيارات!

وجه تجمع وكلاء السيارات الجزائريين رسالة جديدة لرئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، يطالبون من خلالها بالإفراج عن رخص استيراد السيارات، والفصل في الملفات المتواجدة بلجنة الطعون، بعد مرور 48 يوما عن صدور قرار الرئيس المتضمن إلزامية الإفراج الرسمي عن رخص استيراد المركبات الجديدة، مشيرين الى خسائر إجمالية تجاوزت 1000 مليار سنتيم للوكلاء مجتمعين.



الموثقون يهددون بالتصعيد

رفضت الغرفة الوطنية للموثقين، النظام الضريبي، في قانون المالية لسنة 2022، والذي يقر بأعباء جبائية مجحفة في حق الموثقين. وقال بيان الغرفة، أن الأعباء الجبائية المقررة في قانون المالية 2022 من شأنها الإضرار بنشاطات المكاتب العمومية للتوثيق، بالرغم من مساعي الغرفة والاقترحات التي قدمتها قبل إصدار قانون المالية وأثناء مناقشته في البرلمان، إلا أن مطالبهم لقت رفضا من طرف الإدارة الجبائية.



الحليب المدعم..الزيادة في الأسعار غير واردة

أكد وزير الفلاحة والتنمية الريفية، محمد عبد الحفيظ هني، اليوم الأحد بالجزائر العاصمة، أن أسعار الحليب المدعم لن تعرف أي زيادة. وفي تصريح له عبر أمواج القناة الثالثة للإذاعة الجزائرية، قال هني: "أعلن ذلك بصفة رسمية، لن تكون هناك أي زيادة في أسعار حليب الأكياس المدعم و سيبقى 25 دج".

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le couple en crise

Le mariage, cette « moitié de la religion », n'intéresse-t-il plus les jeunes Algériens ? Le peu d'engouement pour les mariages est remarquable durant ces sept dernières années et, en 2020, c'est carrément une chute libre du nombre des unions en couple pour le meilleur et le pire.

Amorcée depuis 2014, la baisse du nombre des mariages se poursuit également en 2020 mais avec un rythme plus « accéléré », selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS). Ainsi, les bureaux d'état civil ont enregistré 283.000 unions en 2020 contre 315.000 unions en 2019, soit une baisse de plus de 10%. Soit une chute à un niveau observé il y a plus de deux décennies (au début des années 2000), indique encore l'organisme des statistiques. « L'évolution de la population âgée de 20 à 34 ans, où se contractent 80% des mariages, fait ressortir une régression du volume de celle-ci à une allure assez visible, à partir de 2015, laquelle population est passée de 10,997 millions à 10,427 millions entre 2015 et 2020 », explique le même organisme.

Il s'agit là d'une explication « froide », celle des chiffres, mais les causes sociales profondes de cette baisse historique des mariages restent à déchiffrer par d'autres spécialistes.

En 2020, la baisse du nombre des mariages est constatée partout dans le monde, et tous les observateurs s'accordent à dire que le Covid-19 est derrière cette chute, à cause des confinements et autres interdictions des rassemblements de tous genres, dont les célébrations de fêtes de ma-

riage, allant jusqu'à l'interdiction des inscriptions des mariages par l'état ci-

vil. Mais au-delà des effets dus à la crise sanitaire, il faudrait expliquer pourquoi le nombre des mariages est en constante baisse depuis 2014 ? Il y a une légère contraction de la population en âge de mariage, ainsi que l'âge de plus en plus tardif des couples (hommes et femmes), qui ont provoqué une baisse des mariages, mais d'autres raisons socioéconomiques ne sont pas à ignorer. La crise économique, avec ses effets sur la baisse des offres d'emploi, la crise du logement, le coût du mariage de plus en plus hors de portée des jeunes et, peut-être, d'autres causes à sonder par les spécialistes, sont derrière la baisse du nombre des mariages.

Et quand on accouple à ce phénomène l'autre détresse des couples, en l'occurrence le divorce, avec plus de 44.000 divorces enregistrés durant les six premiers mois de 2021, et une tendance à la hausse notée ces dernières années sur ce registre, on se retrouve face à une situation tout simplement endiablée.

Que fait-on pour remédier à cet état de fait ? La mosquée a initié des actions dans ce sens, mais l'effort demeure très en deçà de la complexité des problèmes, qui nécessitent un engagement franc et fort des pouvoirs publics.

Ainsi que l'implication des familles qui ont un rôle important à jouer pour renverser la vapeur, au minimum syndical, dire oui plus facilement au mariage, et opposer un non déterminé aux divorces.

EDITORIAL

El-Houari Dilmi

LES ENJEUX DU RENSEIGNEMENT FINANCIER

L'action de l'Etat en matière de lutte multiforme contre le blanchiment d'argent et la corruption semble avoir atteint sa vitesse de croisière avec la fixation des missions de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) relevant du ministère des Finances. Le décret exécutif relatif aux attributions de cet organisme a été publié dans le dernier Journal officiel. Une autre mission des plus sensibles a également été attribuée à la CTRF, celle relative au financement du terrorisme.

Parce que le renseignement financier est capital dans l'action de l'Etat, ce dernier vient de se doter d'un instrument juridique pour une plus grande efficacité dans la lutte contre le blanchiment d'argent et ses interconnexions fort complexes.

D'après le Fonds monétaire international (FMI), le volume du blanchiment d'argent

représenterait entre 2 et 5% du PIB mondial, soit près de 2.000 milliards de dollars. Face à ce chiffre mirobolant, il est aisé de se rendre compte de la nécessité absolue de lutter efficacement et urgemment contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la corruption, autant de missions relevant désormais de la Cellule de traitement du renseignement financier dont le président est nommé par décret présidentiel.

Mais la lutte contre les pots-de-vin et l'argent malodorant nécessite aussi une coopération à l'échelle régionale et mondiale. Du juteux trafic d'armes et de

drogues au kidnapping de touristes avec demande de rançon et prise d'otages, du vol de voitures de luxe aux actes de piraterie en tous genres, tous les moyens sont bons pour financer des activités criminelles. Au vu de l'ampleur des fonds publics détournés durant la période de l'ancien pouvoir, l'impérative lutte contre l'argent sale doit relever de la compétence des juridictions criminelles et frapper avec une main de fer pour dissuader les mains baladeuses à venir chipper des sous dans le portefeuille public.

Le changement structurel du nouvel Etat algérien passe inévitablement par la déconnexion totale des milieux d'affaires et de l'argent sale. La mission de police que doit assurer l'Etat doit s'accompagner d'un dispositif de vigilance permanent, équipé d'outils de filtrage, de profilage et de gestion des risques, liés à toute la sphère où l'argent sale circule.

LAIT SUBVENTIONNÉ

«La hausse des prix n'est pas à l'ordre du jour»

Face aux producteurs qui réclament une hausse des prix, en affirmant que le prix de revient s'élève à 32 dinars l'unité, le ministre de l'Agriculture est catégorique : «La révision du prix du lait subventionné n'est pas à l'ordre du jour. Il restera à 25 DA.»

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) – «Je vous l'annonce de manière formelle, il n'y aura pas d'augmentation du prix du lait en sachet subventionné. Il demeurera à 25 dinars.» C'est le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, qui l'a déclaré, hier dimanche, lors de son passage à l'émission «l'Invité de la Rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio nationale.

M. Henni répond ainsi aux producteurs qui réclament une révision des prix du lait en sachet en affirmant, dans des déclarations médiatiques, que le prix de revient s'élève à 32 dinars, et rassure les ménages qui craignent une hausse des prix

de ce produit de large consommation, surtout avec l'annonce de la révision de la politique nationale des subventions. Mais en attendant l'entrée en vigueur effective des dispositions de la loi de finances 2022 qui prévoit la création d'un dispositif national de compensation au profit des ménages qui y sont éligibles, la tension sur le lait en sachet, dont la disponibilité n'est pas toujours assurée, persiste. A Alger et dans d'autres wilayas, il est difficile de s'en approvisionner. Une chose est sûre donc : les prix ne seront pas revus à la hausse et la question est complètement écartée, selon le représentant du gouvernement.

«C'est une question de politique publique et l'avenir nous le dira plus (...) Nous parlons d'une subvention ciblée pour les familles dans le besoin, mais, pour l'instant, ce n'est pas à l'ordre du jour et le lait restera à 25 dinars le sachet», a-t-il insisté.

Interrogé sur la pression sur le lait conditionné fabriqué à partir de la poudre importée, M. Henni a souligné que le gouvernement a été alerté par les producteurs depuis la suspension des autorisations d'im-

portation. Il a ajouté que le marché reprenait suite à la libération des autorisations d'importation à partir du 22 décembre, précisant que l'Office national interprofessionnel du lait et produits laitiers (ONIL) importe annuellement, à lui seul, près de 180 000 tonnes de poudre de lait pour satisfaire les besoins du marché.

En effet, après plusieurs jours de pénurie et de tension sur le lait en paquet, ce dernier a commencé à revenir sur le marché mais avec des prix plus élevés.

Satisfaire les besoins importants du marché national nécessite le développement de la filière laitière et le gouvernement mise notamment sur le repeuplement des bâtiments d'élevage en vaches laitières à travers l'importation de vaches laitières.

L'invité de la Chaîne 3 de la Radio nationale a indiqué que l'importation de génisses pleines destinées à la production de lait a été relancée durant le mois en cours, appelant au strict respect des mesures instaurées dans le nouveau cahier des charges régissant

ces opérations. Il a rappelé dans ce sens que l'abattage des vaches laitières de moins de sept ans est «strictement interdit» et que des instructions fermes ont été données pour assurer cette disposition.

Il s'agit de suivre les animaux importés au niveau des centres de quarantaine où ils seront vaccinés contre la fièvre aphteuse, ainsi que les lieux d'élevage qui seront contrôlés par les services vétérinaires. Et d'affirmer que nombre des génisses pleines destinées à la production de lait qui devront être importées sera déterminé en fonction de la demande des opérateurs privés. Il devrait s'élever au minimum à 20 000 têtes par an, «si tout se passe bien», selon le ministre.

Concernant les primes relatives à la collecte du lait, M. Henni a annoncé qu'elles font actuellement l'objet d'une étude par son département ministériel en vue d'une éventuelle augmentation. Elles sont actuellement fixées à 12 dinars pour le producteur, 4 dinars pour le collecteur et 5 dinars pour le transformateur.

K. A.

في تعليمة من الوزير الأول لوزراء السكن والأشغال العمومية والمالية تديد تأهيل المؤسسات المنجزة للمشاريع العمومية والسكن

● الإجراء يستمر إلى 31 ديسمبر 2022

وافقت الوزارة الأولى على تديد آجال صلاحية شهادات التأهيل والتصنيف المهنيين للمؤسسات التي تعمل في قطاعات البناء، الأشغال العمومية والري والأشغال القابضة إلى تاريخ 31 ديسمبر من السنة الجارية 2022، وهذا بسبب استمرار الوضع الصحي الذي يؤثر سلبا على المؤسسات المعنية.



الوزير الأول وزير المالية أمين عبد الرحمن

مصطفى . ب

● راسل الوزير الأول وزراء السكن والمدينة والممران، الفلاحة والتنمية الريفية، الأشغال العمومية، الموارد المائية والأمن الغذائي، إضافة إلى الأمين العام لوزارة المالية، وهذا من أجل تطبيق فحوى القرار.

وحسب نفس المصدر، فإنه تقرر تجديد الترخيص الاستثنائي، الذي كان الوزير الأول قد أصدره بتاريخ 21 أوت من السنة ما قبل الماضية 2020، المتضمن تديد مدة صلاحية شهادات التأهيل والتصنيف المهنيين للمؤسسات المنتهية صلاحيتها لمدة سنة.

وجاء القرار المؤرخ في جانفي 2022، حسب نفس المراسلة، بسبب الوضع الصحي الذي يستمر في التأثير سلبا على المؤسسات المعنية، خاصة بالنسبة لتصنيفها الذي يتم احتسابه على أساس معايير معينة، لاسيما رقم الأعمال خلال الثلاث سنوات الأخيرة المتعلق بالمنتوج الذي تم بيعه وكذا العدد الإجمالي للمستخدمين الذي يتم احتسابه والتصريح به إلى مصالح صندوق الضمان الاجتماعي التابع لوزارة العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي.

وأضاف المصدر أن الموافقة تأتي على سبيل الاستثناء على تديد صلاحية شهادات التأهيل والتصنيف المهنيين لفائدة المؤسسات ومجموعات المؤسسات وتجمعات المؤسسات التي تعمل في قطاعات البناء والأشغال العمومية والري والأشغال القابضة، هذا إلى نهاية السنة الجارية 2022.

كما كانت الحكومة قد اتخذت عددا من الإجراءات الداعمة للمؤسسات، وهذا للتخفيف من آثار الأزمة الصحية عليها، وهذا منذ الأشهر الأولى لبدائية الجائحة في أفريل سنة 2020، ومن بين جملة التدابير ذات المطابع الجبائي وشبه الجبائي والقروض البنكية، تعليق فرض العقوبات المالية على المؤسسات بسبب التأخير في الإنجاز.

ومنذ بداية جائحة كوفيد-19 في مارس من سنة 2020، تضررت العديد من المؤسسات، منها تلك المشرفة على إنجاز المشاريع العمومية في مختلف القطاعات، بسبب توقف الأشغال والحظر الصحي وغيرها، الأمر الذي أدى إلى انخفاض رؤوس أموالها، كما قامت العديد منها بتسريح العشرات من العمال وإحالتهم على البطالة.

الموثقون ينتقدون قانون المالية ويهددون بالاحتجاج

وتعتمد على فرض رؤيتها من دون استشارة المعنيين، وهذا ما نتج عنه إصدار قوانين تتعارض تماما مع مصالح الموثقين.

وهددت الغرفة الوطنية للموثقين بالتصعيد للدفاع عن موقفها بكل الوسائل المتاحة، من دون استبعاد أي خيار تفرضه عدم الاستجابة للمطالب المشروعة للموثقين، المتعلقة باستحداث نظام جبائي مناسب بديل عن هذا النظام الجبائي الذي وصفته بالجحف.

■ بلقاسم حوام

انتقدت الغرفة الوطنية للموثقين بشدة قانون المالية لسنة 2022، والذي أقر حسبها أعباء جبائية مجحفة في حق الموثق، من شأنها الإضرار بنشاطات المكاتب العمومية للتوثيق التي تعد مرافق عمومية تقدم خدمات لمصالح المواطنين.

وأكدت الغرفة في بيان لها أنه بالرغم من المساعي الرحيثة والاقتراحات الموضوعية التي قدمتها في هذا الشأن للجهات المعنية، قبل إصدار قانون المالية 2022، وأثناء مناقشته في البرلمان، إلا أن الإدارة الجبائية ظلت تتعامل بضوقية،

قال إن الجلوس حول طاولة الحوار جزء من حل الإشكالات القائمة

نقيب المحامين : مصير الأزمة مرتبط بنتائج اللقاء مع وزير المالية

ألاف دينار، يكون نصيب الضرائب منها 5400 دينار، أي 54 بالمائة .
 وتساءل رئيس اتحاد منظمات المحامين عن دوافع رفع الضريبة من 12 بالمائة إلى 54 بالمائة، معتبرا الأمر غير معقول خاصة أنه يلي مرحلة صعبة مر بها المحامون بعد فترة انتشار الوباء، ليضاف على كاهلهم حمل ثقيل آخر يتمثل في رفع الضريبة بنسب غير معقولة، وهو ما يهدد 62 ألف محامي بالإحالة على البطالة فبعضهم لا يمكنه دفع ثمن إيجار المكتب ومصاريف العمال من كتاب مثلا. للإشارة، يقاطع أصحاب الجبة السوداء العمل القضائي منذ الأحد الماضي عبر كافة المحاكم والمجالس القضائية، تنديدا بالصيغة الجديدة للضرائب التي جاء بها مشروع قانون المالية لسنة 2022.

التي تلحق بالمقاضين، ربط محدثا استئناف العمل القضائي بالاستجابة لمطالب المحامين المتمسكين بالإضراب ومقاطعة الجلسات والمرافعات إلى غاية إعادة النظر في هذا النظام الضريبي الذي وصفه بالمجحف. وفي ذات الصدد، جدد نقيب المحامين انتقاداته لقانون الضرائب الحالي بحجة أنه "يميز بين الأغنياء والفقراء ويمس بحق التقاضي للفقراء" ذلك أن المواطن يسدد 19 بالمائة والمحامي 35 بالمائة، أي 54 بالمائة على القضية في حين أن اللجوء إلى القضاء مكروس دستوريا، يضيف طابيري.
 ويرى طابيري أن قانون الضرائب الحالي عامل المحامي على أنه تاجر من خلال تقديم تطبيق المواد، 9، 10، و11، من القانون التجاري على المحامي، وضرب مثلا في قوله "حاليا قضية بـ10

■ قال رئيس الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين، إبراهيم طابيري، إنه "يأمل في أن ينهي اللقاء المقرر اليوم الاثنين بين وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان وممثلني الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين حول الإجراءات الضريبية المفروضة على المهن الحرة في قانون المالية 2022 التي رفضها أصحاب الجبة السوداء".
 واعتبر طابيري في تصريح إعلامي أمس أن "الجلوس مع وزارة المالية على طاولة الحوار مع المحامين جزء من حل الإشكالات القائمة منذ سنوات بصفة نهائية" مشيرا إلى أن "مقاطعة العمل القضائي الذي شرع فيها المحامون منذ أسبوع جاءت بعد استنفاد كافة السبل التي تجاهلتها السلطات المعنية" على حد قوله. ويختصم مخلفات استمرار الإضراب والأضرار

نقيب المحامين إبراهيم طابري لـ"المساء": نحرص على استدراك ضريبي في قانون المالية التكميلي 2022

مجلس القضاء والمحكمة العليا ومحكمة التنازع والمحكمة العسكرية وغيرها من مستويات التقاضي. وأضاف أن النقابة تقترح مثلاً بأن تنطلق الدفعة على القضية بالمحكمة الابتدائية بدمغة بـ2000 دج. تحت طائلة عدم القبول. وأشار إلى أن الأعوان المكلفين بالضريبة على المستوى الوطني، غير قادرين على الإحصاء الضريبي للمحامين بالنظر إلى كثرة القضايا، موضحاً أن السجلات الخاصة بالمصاريف والمداهيل التي يحوز عليها المحامون، تحول دون أي تهرب ضريبي.

وعلى العموم ينتظر المحامون في جلسة الحوار الأولى بين وزارة المالية والنقابة، أن يتم استشارتهم من تدابير القانون التجاري في مواد 9 و10 و11، التي تضمنهم لأصحاب المهن الحرة والتي تم بموجبها إخضاعهم لنظام ضريبي جديد في قانون المالية 2022 وفق المادتين 12 و31. وتجدر الإشارة إلى أن وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان وحتى لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، كانت قد رفضت الاقتراحات التي قدمها النواب للعمل بصيغة الاقتطاع من المنبع وتخفيض الضريبة، بدواعي عديدة منها "تحقيق العدالة الضريبية" من خلال تخفيف العبء الضريبي على الأسر أي الأجراء من خلال إلغاء الضريبة على الدخل لرفع قدرتها الشرائية، وعلى المتعاملين الاقتصاديين بإدراج تحفيزات ضريبية للمؤسسات المستحدثة لمناصب الشغل حسب العدد والمنطقة، خاصة إذا كانت المؤسسة بالجنوب الكبير، وهو ما قد يجعل وزارة المالية، تفكر في صيغ جديدة لمراجعة النظام الضريبي للمحامين لإقناعهم بالعودة للنشاط ورفع الشلل عن الجهات القضائية، بعيداً عن المساس بالموارد الضريبية للخزينة العمومية.

أكد إبراهيم طابري، نقيب المحامين، أمس، أن 62 ألف محامي يأملون أن يفضي اللقاء المنتظر عقده اليوم مع وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان، إلى صياغة "استدراك" ضريبي في قانون المالية 2022، بتخفيض الضريبة المقدرة بـ54 بالمئة، من خلال الأخذ بصيغة الاقتطاع من المنبع، بدلا من إخضاع أصحاب "الجهة السوداء" لتدابير القانون التجاري.

شريفة عابد
وبعد أن رحب، رئيس الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين، في تصريح لـ"المساء" بالدعوة التي وجهتها الحكومة لأسرة الدفاع، للجلوس إلى طاولة الحوار، بعد عدة أيام من الإضراب، أكد إبراهيم طابري أن المحامين يعلقون آمالا لمراجعة النظام الضريبي الجديد المقدر بـ54 بالمئة على كل قضية بدلا من 12 بالمئة، كون ذلك يهدد المهنة ويمس بحق المواطنين في التقاضي على حد سواء، على اعتبار أن الأول يدفع 35 بالمئة والثاني 19 بالمئة. وقال بخصوص الصيغ التقنية الممكنة لتطبيق استدراك ضريبي، سيما وأن قانون المالية 2022 دخل حيز التنفيذ منذ الفاتح جانفي، إن ذلك ممكن على مراحل، عبر تجميد العمل بالنظام الجديد، سيما وأن الكشوفات الخاصة بدفع المحامين بالتصاريح الخاصة بالرسم على القيمة المضافة، سيشرع في تطبيقه بداية من 20 أفريل القادم. أما المرحلة الثانية، فتتم بإدراج اللجوء إلى صيغة الاقتطاع من المنبع في قانون المالية التكميلي لسنة 2022، أي بتسديد الضرائب، حسب عدد القضايا التي يرافع فيها الدفاع، بما يحقق -حسبه- العدالة الضريبية.

وقال إن نقابة المحامين تريد تحديد قيمة متغيرة للدمغة الضريبية عن كل القضية وحسب طبيعة الجهات القضائية من المحكمة الابتدائية إلى

الغرفة الوطنية تنظم ندوة اليوم الموثقون يحتجون على النظام الضريبي الجديد

أكد رئيس الغرفة الوطنية للموثقين، رضا بن ونان، عدم رضا الموثقين عن النظام الضريبي الوارد في قانون المالية 2022، والذي تضمن أعباء جبائية وصفوها بـ"المجحفة ومن شأنها الإضرار بنشاطات المكاتب العمومية للتوثيق، التي تعد مرافق عمومية تقدم خدمات للمواطنين".

وتعقد الغرفة اليوم ندوة صحفية بمقرها بحي بن عكنون بأعالي العاصمة، للتعبير عن احتجاجها بعدم أخذ

اقتراحاتها بعين الاعتبار من طرف الإدارة الجبائية، خلال دراسة قانون المالية لسنة 2022 بالمجلس الشعبي الوطني، ملوحة بإمكانية الاحتجاج مستقبلا.

وخرج الموثقون عن صمتهم بمجرد تداول خبر استقبال الوزير الأول وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمان اليوم، لوفد عن نقابة المحامين للنظر في مطالبهم بخصوص مشاكل الضريبة التي فرضها قانون المالية الجديد على أنشطتهم.

شريفة عابد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية - الجزائر
MINISTÈRE DES FINANCES